

Questions au Feuilleton

2. Non. M. Lear n'était pas d'accord avec les modifications faites par Canadair à son plan original, en particulier le fuselage large, devenu depuis une importante caractéristique de vente de l'appareil. Il n'a toutefois pas insisté pour que son nom soit dissocié de Canadair ou de l'aéronef. Le changement de nom de Learstar 600 à Canadair Challenger a été effectué surtout pour éviter la confusion sur le marché avec les avions d'affaires Learjet de Gates beaucoup plus petits et les appareils Jetstar I et Jetstar II de Lockheed; et pour identifier correctement Canadair comme concepteur et fabricant de l'aéronef, et non la LearAvia Corp. La société Canadair a entretenu des relations professionnelles avec M. Lear jusqu'à son décès, en mai 1978, puis avec M^{me} Lear et LearAvia Corp. dans l'espoir de participer à la conception et à la production du turbopropulseur Learfan 2100.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, si les questions n^{os} 2676 et 3268 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, les documents seraient déposés immédiatement.

[Français]

Mme le Président: On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. La Chambre désire-t-elle que les questions n^{os} 2676 et 3268 soient réputées transformées en ordres de dépôt de documents?

Des voix: D'accord.

[Texte]

LE NUMÉRO D'ASSURANCE SOCIALE

Question n^o 2676—**M. Beatty:**

1. Quelle est la liste complète des banques de données du gouvernement qui contiennent des renseignements personnels auxquels on peut facilement avoir accès en se servant du numéro d'assurance sociale et, dans chaque cas, a) quelle est la nature des renseignements que renferme le dossier automatique, b) combien de personnes sont ainsi fichées, c) de quelle manière peut-on avoir accès à ces dossiers personnels autrement qu'en se servant du numéro d'assurance sociale?

2. Pour participer au programme, a) quelles lois, b) quels règlements obligent un particulier à se servir d'un numéro d'assurance sociale?

3. Le 31 mai 1981, a) combien de personnes détenaient un numéro d'assurance sociale, b) environ combien de demandes de numéros d'assurance sociale étaient en suspens?

4. Combien de nouveaux numéros d'assurance sociale ont été émis en 1980?

(Le document est déposé.)

LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DU CANADA

Question n^o 3268—**M. Cossitt:**

Le gouvernement a-t-il affecté de l'argent au Programme de développement communautaire du Canada de 1981 et, le cas échéant, a) combien et quelle en est

la ventilation par province, b) combien a-t-on attribué aux circonscriptions représentées par des députés (i) libéraux (ii) progressistes conservateurs (iii) néo-démocrates?

(Le document est déposé.)

* * *

[Traduction]

QUESTIONS MARQUÉES D'UN ASTÉRISQUE

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, auriez-vous l'obligeance de faire l'appel de la question n^o 3694 marquée d'un astérisque?

● (1210)

[Texte]

*LOI SUR LA CITOYENNETÉ

Question n^o 3694—**M. Cullen:**

Combien de demandes a-t-on reçues en vertu du paragraphe (4) de l'article 5 de la Loi sur la citoyenneté «pour récompenser les services d'une valeur exceptionnelle rendus au Canada»?

[Traduction]

M. Jim Peterson (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et ministre d'État chargé du Développement social): Madame le Président, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la citoyenneté, le 15 février 1977, il y a eu deux demandes en vertu du paragraphe 4) de l'article 5 de la Loi sur la citoyenneté «pour récompenser les services d'une valeur exceptionnelle rendus au Canada». L'une d'elle a été agréée par le gouverneur en conseil et l'autre a été retirée par son auteur.

Je demande, madame le Président, que les autres questions soient reportées.

Mme le Président: Les autres questions sont-elles reportées?

Des voix: D'accord.

* * *

LA LOI SUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

MESURE MODIFICATIVE

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, pourrais-je obtenir le consentement de la Chambre pour revenir aux bills en vue de présenter en première lecture une loi modifiant la loi sur l'expansion des exportations.

Mme le Président: Je ne pense pas que le ministre ait entendu l'interprétation. Plaît-il à la Chambre de revenir aux bills?

Des voix: D'accord.